

# Établissement et fonctionnement d'un « lien social » par la politique, de la proclamation de la Deuxième République à la fin de la Quatrième République (1848 -1958)

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

N.B. : le terme de « lien social » est utilisé dès le XVIIIe siècle, il a été repris en 1982 par Claude Nicolet.

□ Claude Nicolet = *L'idée républicaine en France. Essai d'histoire critique*, NRF, Gallimard, 1982, 512 p., réédition, 1994 ; mais aussi *La République en France. État des lieux*, Seuil, 1992, 218 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1993, pp. 155-156 ; *Histoire, nation, République*, Odile Jacob, 2000, 344 p. ; Cl.Nicolet, M.Vovelle, R.Huard & R.Martelli, *La passion de la République*, Éditions sociales, 1993, 255 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 1993, pp. 510-511 ;

□ sous-entendus : primauté du « social », avec Auguste Comte, sur les « options spirituelles dans la population française », *dixit* Henri Peña Ruiz dans sa conférence à Louville-Grand, le 13 janvier 2009 ; la République et le « pacte républicain », le « contrat social » de Rousseau, philosophe tout à fait central pour les républicains

□ Mais le vocabulaire des XVIIIe et XIXe siècle est beaucoup + riche encore :

- **formules avec l'adjectif « civil »** : « lien civil », « ordre civil », « état civil », « code civil », « droit civil », « société civile » (**expression qu'on trouve chez Rousseau...**)

- adj. « civil » à la romaine : concerne des citoyens

□ politique est polysémique, bien sûr

## I. ORIGINES ET ERREMENTS D'UN LIEN SOCIAL RÉPUBLICAIN

1°) La République deuxième du nom

□ en 1848 :

- L'hétérogénéité des conceptions républicaines

- un parti républicain, avec des députés, des journaux, des associations, etc.

- La facilité de la victoire des républicains en 1848

□ La République des "quarante-huitards", baignant dans un « esprit 48ard » :

- **Une République fraternelle, joyeuse, à visage humain, celle de l'« illusion lyrique »** : Voir M.Agulhon, pp. 41-42 & 246-249

- concerne même Jésus et la religion chrétienne, puissant lien social auquel les républicains ne sont pas hostiles

- La République des "petits" :

\* ouvriers parisiens habitués aux soc. sec. mutuel, aux clubs de loisirs, de perfectionnement, aux cours du soir, à la grève, aux écrits des "utopistes", aux journaux ouvriers, etc.

\* discussions dans cafés & clubs

\* pétitions au Gouvernement provisoire (pour l' "organisation du travail", not.)

\* l'insurr. de juin 1848 pas aussi simple qu'on l'a dit : des ouvriers des deux côtés de la barricade (rue Soufflot, les partisans de l'ordre sont conduits par savant Arago & typographe Pascal, de *L'Atelier* !) ; jeunes ouvriers provinciaux, concurrents tradit. des vieux ouvr. paris. (salaires) s'enrôlèrent en masse dans garde mobile ; mais ouvriers ont payé le + lourd tribut au rétablissement de l'ordre (11 000 emprisonnés, 1 500 fusillés sans jugt)

\* Ruraux et Seconde République : voir le corrigé 2008-2009 « Ruraux, Deuxième République et Second Empire »

□ Deux interprétations du XIXe siècle : Daniel Stern & Karl Marx (= interpr. de la rév. 1848) :

- D.S., pseudo. de la comtesse d'Agoult, aristo. convertie aux idées rép., maîtresse de F.Liszt :

\* rév. 1848 = union spontanée peuple et bourgeoisie, en conséquence de la philo. Lumières

\* misère croissante du prolétariat

\* sursaut d'indignation de la France démo.

- K.Marx :

\* rôle majeur : "aristo. ind." dressée contre l' "aristo. financière" & l'aristo. terrienne

\* prolétariat a été dupé une fois de +

\* n'accorde même que peu d'intérêt à la crise éco. de 1846-1848

□ L'adhésion des masses à la République (Voir M.Agulhon, *1848 ou l'apprentissage de la République. 1848-1852*, NHFC, tome 8, pp. 32-35) : une véritable "descente" du sentiment démocratique dans les masses populaires, comme l'a bien montré M.Agulhon, *La République au village*, Plon, 1970, réédition, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1979, 550 p. (titre de chap. de *La Rép. au village*)

□ 1848 = moment où masses sont attirées dans vie politique

□ Le rôle des étudiants :

- forte augmentation nombre étud., surtout après 1840

>>> une élite intell. + nombreuse, mais groupe encore suff. restreint pour que relat. personnelles y soient préservées

>>> une "jeunesse rép." solide, mais râpée. Très visible à droite de *La Liberté guidant le peuple* (1831) de Delacroix

- imp. des "recalés" (la 1/2 au bac. par ex. !)
- gouv. pas en mesure d'offrir suffisamment de débouchés à cette "classe" en pleine croissance >>> les "reçus" sont frustrés eux aussi !
- agitation étudiante dirigée souvent par enseignants
- des publications étudiantes (*La Lanterne du Quartier latin, L'Avant-Garde. Journal des Écoles*), qui organisent 1848 des manif. pour protester X fermeture cours Michelet, Quinet et Mickiewicz
- des grèves d'étud.

□ Le rôle des médecins et avocats :

- causes : études faites, probl. débouchés, importance du médecin qui soigne gratis, de l'avocat qui défend gratis (cf. Crémieux)
- se font champions des opprimés
- imp. formation de juriste
- joueront un rôle capital sous la IIIe Rép. (cf. Poincaré & Clemenceau)
- sont des "bourgeois déclassés", c. ceux que l'on voit sur *La Liberté guidant le peuple* (1831) de Delacroix

□ grosses diff. régionales :

- W pas converti du tout
- par contre Midi (cf. Var de M. Agulhon) converti : importance des artisans, des "chambrées", des soc. musicales, des bourgeois dissidents qui politisent les associations
- >>> une vérité. "descente de la Rép. vers les masses" (titre de chap. de *La Rép. au village*)

□ Problèmes et Républiques :

- Le problème de l'exercice du pouvoir par les républicains, les problèmes de « Marianne au pouvoir »<sup>1</sup> :
- \* suscite création d'une nouvelle classe de notables, rép., qui s'opposent aux "utopistes", aux "utopies", et aussi au peuple (pas forcément socialiste) >>> 3e Rép.
- \* Comportement au pouvoir : rivalités de situations et de promotions, pressions à des fins électorales
- \* jamais majorité au sein du pays : monarchistes, majo., laissent le pouvoir aux rép. modérés parce qu'ils n'étaient pas prêts à le reprendre, déroutés, divisés et désorientés qu'ils étaient par le Suffrage universel
- "Républicains de la veille" et "républicains du lendemain" : Voir M. Agulhon, *1848 ou l'apprentissage de la République. 1848-1852*, NHFC, tome 8, *passim*

---

<sup>1</sup> Cf. M. Agulhon, *Marianne au combat. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1789 à 1880*, Flammarion, 1979, coll. "Bibliothèque d'Ethnologie historique", 251 p. ; *Marianne au pouvoir. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Flammarion, 1989, coll. "Histoires", 449 p., compte rendu dans *Bulletin de la Société de 1848*, 1990, pp. 140-142, dans *Historiens & Géographes*, mars-avril 1990, p. 509, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1991, pp. 99-100.

- Des formes variées du républicanisme sous la Seconde République (rép. utopique et fraternel, rép. teinté de rouge des démoc-soc., rép. d'ordre dont 1<sup>er</sup> grand succès = juin 48) ; ces diff. se retrouvent sur le long terme dans domaine symbolique : Rép./ Liberté :

\* rép. démo. avancés aiment le bonnet phrygien et le sein dévoilé

\* modérés découvrent la tête et voilent le sein de la Rép. !

\* cf. M. Agulhon, *Marianne au combat. L'imagerie et la symbolique républicaine de 1789 à 1880*, Flammarion, 1979, coll. "Bibliothèque d'Ethnologie historique", 251 p.

- La République des conservateurs et son bilan : Voir M. Agulhon, pp. 249-250

- La polémique antirépublicaine sous la Seconde République : Voir M. Agulhon, pp. 113-125

- La géographie de la Montagne : deux France ? : Voir M. Agulhon, pp. 144-145

□ Insurrection contre le coup d'État du 2 décembre 1851, insurrection pour la République : Voir M. Agulhon, *1848 ou l'apprentissage de la République. 1848-1852*, NHFC, tome 8, pp. 215-216

□ La Seconde République a été surtout un « apprentissage » de la République

## 2°) Le **régime** du Second Empire

□ le suffrage universel, contre la loi du 31 mai 1850

□ idéologie du rassemblement :

- Louis-Napoléon Bonaparte et Napoléon III conscient des problèmes de son temps & réponse à la « jacquerie »

- **le bonapartisme, la 1<sup>ère</sup> force de droite qui s'arroge la force de l'État, se veut ni de droite ni de gauche**

- **dissocier la démocratie sociale de la démocratie politique de type parlementaire. " Le propre de la démocratie est de se personnifier dans un homme ", estimait-il.**

□ « lien social » ? :

- **Les "intérêts" étaient satisfaits, particulièrement ceux de la bourgeoisie. Celle-ci avait eu peur des "socialistes".**

- La prospérité du début du règne rallia également les paysans, qui vendaient bien leurs **grains et se sentaient protégés contre les " partageux ", et les ouvriers qui avaient du travail et attendaient des réformes sociales.**

□ césarisme démocratique : tradition française, depuis la Révolution, du sacrifice de la liberté au nom de la démocratie (cf. les Jacobins, les blanquistes, etc.).

□ **L'enrichissement généralisé : il n'a jamais été question de réduire, encore moins de supprimer les inégalités sociales, mais seulement de faire reculer la pauvreté ; si les gros s'enflent démesurément, les petits profitent aussi, et pas seulement de miettes. Pour le monde ouvrier, une probable hausse du pouvoir d'achat, malgré une inflation réelle, mais surtout un emploi plus abondant, plus régulier, plus sûr. Pour le paysan, il y a au minimum un adoucissement d'une rude condition ; il se nourrit mieux, se vêt mieux, se loge mieux ; la**

chaussure apparaît à côté du sabot, la tuile ou l'ardoise remplace le chaume, l'analphabétisme recule, il vend et achète plus, fait moins d'enfants. Le salaire du journalier progresse, au point que les grands propriétaires s'en plaignent — cf. l'exode rural. La propriété se démocratise, d'ailleurs, même si le brassier n'acquière encore qu'un jardin, une vigne ou un bout de terre. L'exemple du Loir-et-Cher est connu : doublement du revenu du propriétaire paysan céréalier, *idem* pour le fermier, progression plus forte encore pour le vigneron... Chiffres locaux mais que l'on peut aisément généraliser.

□ 25 mai 1864 : loi accordant le droit de grève : revoir cours précédent

□ « **L'expérience politique du Second Empire** marque donc profondément les républicains : l'aberration du suffrage universel, le basculement de l'armée, l'établissement en France d'un régime administratif, la hantise du pouvoir personnel à base plébiscitaire en seront les traces les plus fortes. Mais, d'un autre côté, l'apparente réussite matérielle du régime — l'essor économique, le développement industriel et financier — semble lui rallier bourgeoisie, paysannerie et mêmes masses ouvrières : par voie de conséquence, les républicains, tout en continuant d'affirmer un programme "radical" qui insiste sur la liberté politique et, à demi-mot mais clairement, sur l'importance de la forme politique comme condition nécessaire à la solution de tous les problèmes y compris sociaux, acceptent aussi de mener un combat plus limité, où ils sont, sans trop de trouble, les alliés des libéraux, pour obtenir au moins l'élargissement des libertés politiques ou formelles, et l'acceptation du régime parlementaire. » <sup>2</sup>

### 3°) Les républicains des exils intérieur et extérieur (1851-1870)

□ Ce furent les " années du silence ". Beaucoup étaient proscrits ou réfugiés en Belgique, en Suisse, en Angleterre. Graciés progressivement, ils rentrèrent en France à condition de reconnaître le gouvernement établi. Certains refusèrent, comme Victor Hugo. Leur action se borna à quelques complots, à des manifestations silencieuses aux obsèques d'illustres opposants.

□ Ils sont mis au ban de la nation par la loi de Sûreté générale consécutive à l'attentat d'Orsini (1858) :

- Une loi de sûreté générale, véritable loi des suspects, promulguée le 19 février, donnait au gouvernement le droit exorbitant d'interner ou de déporter " pour faits graves les signalant à nouveau comme dangereux " les anciens condamnés politiques de juin 1848, juin 1849 et décembre 1851 et, de façon générale, tous les individus se livrant à une opposition active. Si les arrestations furent peu nombreuses, la loi subsista à l'état de menace.

- En même temps, pour éviter l'impression fâcheuse produite par des républicains élus députés et refusant ensuite de siéger, on exigea désormais des candidats, avant les élections, un serment écrit de fidélité au régime.

---

<sup>2</sup> C.Nicolet, p. 150-151.

### □ réflexion idéologique et politique pendant l'exil :

- Paralysés dans leur action, les républicains se livrèrent, cependant, à un très fécond travail de renouvellement. Une nouvelle génération, de nouveaux cadres se formaient dans les lycées, dont la jeunesse lisait *Les Châtiments* en cachette et avec passion. Une nouvelle doctrine apparaissait : anticléricale (par réaction contre le ralliement du clergé au régime autoritaire <sup>3</sup>), positiviste (l'échec de la Deuxième République étant imputé à l'idéalisme **sentimental et romantique des " quarante-huitards "**), antimilitariste (en raison du rôle de l'armée dans la naissance et le maintien de l'Empire).

#### - >>> X l'esprit 48ard

□ Si la propagande républicaine ne pouvait plus se faire par les journaux, la doctrine nouvelle s'élaborait dans des livres (*La Liberté* de Jules Simon et *La Démocratie* de Vacherot, en 1859) : elle visait à fonder les institutions sur la liberté politique, économique, religieuse ; elle prônait le régime parlementaire, la liberté d'association, la séparation de l'Église et de l'État. Sans grande résonance encore, elle représentait cependant la force idéologique de l'avenir.

□ Charles Renouvier, ***Manuel républicain de l'homme et du citoyen*** (1848) :

Revoir cours Suppléments, I, 1°) c)

□ Le lien avec le passé : **l'historiographie républicaine** :

- Edgar Quinet :

\* 1803-1875, élève d'abord de V.Cousin, mais nourri de philo. allemande

\* **prof. Collège de France, où il enflamme l'auditoire, comme Michelet**

\* grand combat pour la liberté

\* fit entrer dans son enseignement son libéralisme romantique, son anticléricalisme et son amour de la Rév.

\* représentant du peuple en 1848, proscrit après le Coup d'État 1851, rentré en France en 1870, représentant en 1871, il fut le maître à penser de la République laïque

\* 37 vol. au total, dont *La Révolution* (1865), avec une analyse critique du jacobinisme

- Jules Michelet :

\* **s'oppose au coup d'État du 2 déc. 1851**

\* *Histoire de la Révolution française* (1847-1853), *Histoire de France* (1833-1869), *Histoire du XIXe siècle* (1870>>>), incomplète

\* une 60ne de vol. au total

---

<sup>3</sup> De plus, " les bonapartistes vont à la messe à tort et à travers ", d'après un républicain !

## II. LE « PACTE RÉPUBLICAIN » JUSQU'EN 1914

1°) Les liens sociaux créés par les « fondateurs de la République »

□ un **contrepied de l'Ordre moral, de la Commune**, et notamment de son cléricisme, *cf.* Peyrat, « **Le cléricisme, voilà l'ennemi !** », formule reprise par Gambetta

□ un très long apprentissage de la démocratie, *cf.* Joseph Pinard <sup>4</sup>, **ancien prof. d'HG**, ancien député du Doubs, « Le — très — long apprentissage de la démocratie », *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 2008, pp. 43-48

□ une véritable "descente" du sentiment démocratique dans les masses populaires, comme l'a bien montré M. Agulhon, *La République au village*, Plon, 1970, réédition, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1979, 550 p. : une vérit. "descente de la République vers les masses" (titre de chap. de *La République au village*)

□ la politisation, **l'acculturation politique, permettent la participation du plus grand nombre** aux débats et à la vie politique locale et nationale. Le plus grand nombre, *i.e.* un vaste « groupe humain », pour **reprenre l'expression qui initie la définition de la Nation dans le Petit Robert**

□ ce phénomène de socialisation politique a été étudié pour le monde rural <sup>5</sup> et ensuite pour les villes

□ Le principal schéma de politisation est lié au modèle de la démocratisation, assis sur des valeurs fondatrices de la cité en France, de la République, car en France, à la différence de nombreux pays voisins, le passage à la démocratie se fait sous une forme républicaine

□ le suffrage universel honnêtement pratiqué, le suffrage universel qui permet une « isocratie » par le bulletin de vote :

\* la seule véritable condition est la nationalité, ce qui exclue les habitants des colonies, à **l'exception des juifs d'Algérie (décret Crémieux)**

\* **aucune condition de religion, d'éducation**, de fortune, de race (*cf.* les États-Unis, en Grande-Bretagne **les juifs ne votent qu'après 1859, les profs d'Université ont double vote**, en Italie les illettrés sont exclus)

\* une seule catégorie est exclue en France, les militaires

□ **l'École, placée sous** le signe du Progrès de Condorcet : la République donne le « savoir » (*cf.* la formule de J. Ferry) : accélération du rythme de **l'alphabétisation**, l'école publique et l'instruction civique. L'école républicaine doit assurer une formation morale et civique du citoyen, qui fera triompher le principe du libre examen et la libération du joug de l'autorité catholique. La République est démocratie, c'est-à-dire pédagogie. Pouvait être développé !

<sup>4</sup> Ne pas confondre avec le docteur Adolphe Pinard, 1844-1934, vu dans le cours « **Démographie...** » : **il y a Pinard et Pinard, un khâgneux doit le savoir...**

<sup>5</sup> *Cf.* M. Agulhon, *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la Seconde République*, Plon, 1970, 543 p., réédition, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1979, 550 p., et diverses publications réunies dans M. Agulhon, *Histoire vagabonde*, Gallimard, 1988-1996, 3 vol. (recueil d'articles et contributions), 318, 306 & 284 p.

- la « révolution des mairies » >>> une démocratie rurale, symbolisée par la mairie, ce qui distingue de + en + l'administration municipale de l'administration tout court, fort soumise au pouvoir politique en France depuis le XVIIIe siècle, ce qui est normal en démocratie
- Irruption dans le jeu politique de groupes sociaux et de secteurs géographiques qui **n'y participaient que formellement jusque là**. « Le débat politique, souvent réduit jusqu'alors à l'approbation ou à la contestation du gouvernement, gagne en profondeur et en nuances. Des villes (et souvent des grandes villes) où il avait tendance à être confiné dans de nombreuses régions, il pénètre les bourgades et même les campagnes où la voix du **grand notable n'est plus seule à être entendue**. » (S.B., p. 279)
  - moyen : le suffrage universel, vraiment pratiqué
  - les groupes : les (petits) ruraux, les ouvriers, les classes moyennes, autour desquelles **grave la nouvelle société politique, dotée d'une culture politique typique des classes moyennes**
- « Aux grands notables ruraux régnant sur la clientèle paysanne, à la grande bourgeoisie d'affaires qui a gouverné la France pratiquement sans discontinuer jusqu'à la fin du Second Empire se substituent progressivement ces *couches nouvelles* annoncées par Gambetta dans son discours de Grenoble de 1872 et qui, d'élection en élection, s'affirment comme un **groupe de nouveaux notables qui s'installent dans les conseils municipaux, les conseils généraux et les deux Chambres du Parlement**. » (S.B., p. 283)
- La presse (à grand tirage et politique), mais elle est libre
- **L'État**, « instituteur du social » (P.Rosanvallon, revoir cours précédent)
- **L'État-Providence** : *idem*. **L'État remplace la philanthropie** <sup>6</sup>
- Le droit du travail : revoir cours suppléments
- **L'attitude ambiguë vis-à-vis** du syndicalisme, *cf.* un cours précédent
- le desserrement des allégeances sociales :
  - **les grands rentiers du sol continuent de décliner (baisse de la rente foncière...)**
  - recul du phénomène de « hiérarchie acceptée » (André Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Paris, Armand Colin, 1913, 536 p., réédit., 1964)
  - **les paysans ont largement conquis l'indépendance éco., sociale et politique. Les mesures protectionnistes prises en phase « B » ont aidé le phénomène. La phase « A » ne peut qu'accentuer le phénomène**
  - les paysans se sentent plus solidaires des autres (petits) ruraux que des grands propriétaires

---

<sup>6</sup> Cf. C.Duprat, *Usages et pratiques de la philanthropie. Pauvreté, action sociale et lien social à Paris, au cours du premier XIXe siècle*, Comité d'histoire de la Sécurité sociale, 1996-1997, 1 393 p., compte rendu dans *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 1848. *Révolutions et mutations au XIXe siècle*, n° 19-1999/2, pp. 138-143 ; C.Bec, *Assistance et République. La recherche d'un nouveau contrat social sous la IIIe République*, Éditions de l'Atelier, 1994, 254 p., compte rendu dans *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 1995, pp. 139-140, dans *Historiens & Géographes*, oct. 1995, p. 503



- les émigrations, temporaires ou définitives, aident à desserrer les carcans traditionnels

## 2°) Les fondements du lien social

### □ **certes pas la constitution (qui d'ailleurs n'est qu'un ensemble de lois**

constitutionnelles), bien qu'on ait beaucoup réfléchi à son sujet entre 1870 et 1875, mais :

- une « loi naturelle » laïque, celle des nations « civilisées »

- **la Déclaration des Droits de l'Homme (au sens de « genre humain »)**, affichée dans les écoles à partir de la Belle Époque

- **supériorité du législatif, en tant qu'émanation du suffrage universel**

- le rassemblement des Français, le lien social au sein de la société, dans un « consensus », **mot d'origine cicéronienne utilisé** pour la première fois dans son acception moderne par Dubost dans *Danton et la politique contemporaine* (1877)

□ L'inspiration doctrinale des fondateurs est fort éclectique : voir deux § des *Débuts*

□ Des valeurs de progrès, assez bien adaptées, dans le cadre **d'un « contrat social »** :

- les grandes libertés de la p. 62 des *Débuts*, **assurant le primat de l'individu sur la société**

- Le savoir (qui permet un « autodidactisme politique », Margaux Bergeon-Dars *dixit*) et la laïcité : une culture laïque

- Patriotisme pacifique et colonialisme

□ primat de **l'individu** et de ses droits naturels >>> **protection de la femme et de l'enfant** (revoir cours Suppléments)

□ mais préservation des forces vives de la Nation (revoir cours Suppléments)

□ Une démocratie de petits propriétaires, esquissée dans le monde rural (avec mythe **de la vente des Biens nationaux**). **Attention au monde de l'industrie et du commerce**, cf. les « couches nouvelles ». Cf. **l'article de R.Huard, "Rural. La promotion d'une épithète et sa signification politique et sociale, des années 1860 aux lendemains de la Commune"**, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1998, pp. 789-806.

□ Une société de classes moyennes, de petites et moyennes entreprises, élément capital qui va assurer la **solidité du régime jusqu'à la Première Guerre Mondiale**. **L'atelier et la boutique** sont deux filières de mobilité sociale.

□ une promesse de progrès social graduel :

- **sous l'influence des philosophes du XVIIIe siècle, de l'idée de Progrès, de Comte (mort en 1857)**, de Proudhon, etc., mais aussi de la Grande Dépression

- insistance sur la question syndicale (cf. loi de 1884, revoir cours précédent, le syndicat **étant vu comme une école de pacification sociale**), **l'ascension sociale, la prévoyance sociale**, sur le concept de « contrat social »<sup>7</sup>, **l'État ne devant pas intervenir**

- de grands discours, comme celui de Gambetta au Havre, le 18 avril 1872, souvent mal cité. **« Croyez qu'il n'y a pas une question sociale. Il y a une série de problèmes à résoudre, de**

<sup>7</sup> Cf. Rousseau, *Du contrat social*, 1762.

difficultés à vaincre, variant avec les lieux, les climats, les habitudes, l'état sanitaire, les problèmes économiques qui changent à l'intérieur d'un même pays. »

- lois scolaires, grandes libertés années 1880, vues comme des lois sociales

- critique des utopies (type 1848) et de la violence

- **mais idée d' « assurance sociale »**, qui aboutira à la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail

- progrès vers les « biens communs » : éducation, santé, etc., prioritaires sur les « biens particuliers », *dixit* Henri Peña Ruiz dans sa conférence à Louis-le-Grand, le 13 janvier 2009

□ primauté du social depuis Auguste Comte

□ Les problèmes de justice sociale sont soumis à l'exercice de la démocratie politique par le suffrage universel, qui garantit la participation de la « société civile » (l'expression est de Rousseau<sup>8</sup>) et l'ordre social : l'État est « instituteur du social » (P. Rosanvallon).

□ un « ordre civil » **contre l' « ordre divin » et qui exclut en théorie l'ordre politique**

□ les libertés, suspendues sous le Second Empire, dont la liberté syndicale : voir *Débuts*

>>> les formes de sociabilité : cercle<sup>9</sup> (masculin, égalitaire, presse y est lue), société littéraire, club et sociétés politiques (nombreux en 1848, sévère répression sous Second Empire, ressurgissent en 1870, interdits, puis loi sur la liberté des réunions publiques le 30 juin 1881)

□ la puissance du laïcisme

□ **l'intégration des étrangers, l'assimilation des colonisés**

□ À la fin du siècle, une politique sociale « radicale » : Léon Bourgeois et son solidarisme, Charles Gide et sa coopération, Alfred Fouillée et sa synthèse entre libéralisme et marxisme, le programme de Nancy du parti radical (1907, solidarisme,

**propriété individuelle, intervention de l'État par des œuvres sociales, la voie fiscale**<sup>10</sup>, **l'école**<sup>11</sup> et la loi). Pour **Solidarité** (1896) et le solidarisme : voir cours « **Suppléments...** »

□ la mutation du personnel politique à la Belle Époque, par les Q.M. (*cf. Belle Époque*, p. 72-74)

### 3°) Les fondements du lien politique

□ La souveraineté populaire : esprit, lettre, pratique

□ les libertés

□ la « descente de la République dans les masses » (M.A.)

<sup>8</sup> Et, évidemment, les républicains invoquent beaucoup plus souvent la *Profession de foi civile* que la *profession de foi du Vicaire savoyard*.

<sup>9</sup> Cf. M. Agulhon, *Le Cercle dans la France bourgeoise. 1810-1848. Étude d'une mutation de sociabilité*, Armand Colin, Cahiers des Annales, 1977, 105 p. & Y. Rinaudo, *Les Vendanges de la République, une modernité provençale. Les paysans du Var à la fin du XIXe siècle*, Presses universitaires de Lyon, 1982

<sup>10</sup> **L'impôt sur le revenu.**

<sup>11</sup> Bourses, EPS, etc.

□ attention portée au citoyen et à la citoyenneté, aux droits civils et aux droits politiques, **à l'opinion publique (avec d'ailleurs un essai de définition)** : un « gouvernement d'opinion ».

La renaissance du concept de citoyenneté datait du XVI<sup>e</sup> siècle (Machiavel, Bodin, *La République*) et du XVIII<sup>e</sup> siècle (Hobbes, Rousseau, *DDHC*)

□ le suffrage universel honnêtement pratiqué. Mais le suffrage universel est considéré souvent comme la panacée, **avec le correctif de l' « école de la République »** à laquelle est donnée la mission de former de futurs citoyens : **formation progressive d'une culture** politique, qui éradique la violence, ce que soulignent de nombreux « fondateurs de la République », George Sand, Louis Blanc et V.Hugo. Cf. P.Rosanvallon : « **l'absolutisme du vote** »

□ La devise républicaine et une démocratie représentative

### □ **L'Instruction civique**

□ **le législatif > l'exécutif et le scrutin, d'arrondissement**

□ la capacité de résister aux crises (boulangisme, etc.)

□ le centrisme au pouvoir >>> une « tradition républicaine » enracinée vers 1900 (cf. *Belle Époque* pp. 11-12)

□ les forces politiques, « partis » avant la lettre, qui permettent de sortir de la France des notables : des clubs aux partis = naissance de partis aux structures modernes (X<sup>e</sup> passé, et d'ailleurs longtemps signification péjo. du mot). **Les partis permettent l'expression d'opinions** diverses dans la démocratie qui est basée sur la pluralité des opinions et la pratique des **élections. La France n'a pas été la pionnière en la matière**

□ Puis le développement et l'organisation des partis politiques modernes

□ « décideurs » et opinion publique : *Belle Époque* pp. 13-14

□ Une place essentielle dans le « modèle républicain », cf. S.Berstein & O.Rudelle dir., *Le modèle républicain*, PUF, coll. "Politique d'aujourd'hui", 1992, 432 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, déc. 1992, pp. 495-496, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1993, pp. 155-156, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1993, pp. 337-339. Cf. aussi O.Rudelle, *La République absolue (1870-1889)*, Publications de la Sorbonne, 1982, 327 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1984, pp. 240-241, réédition, 1986.

□ « **une sorte d'écosystème social dont tous les éléments sont en étroite symbiose** les uns avec les autres : représentations mentales, fondements philosophiques, références historiques, valeurs, dispositions institutionnelles, organisation et structures sociales, pratique politique, etc. » (1<sup>er</sup> ouvrage, pp. 7-10)

#### 4°) Les « questions », remises en cause des liens

□ question sociale>>> hostilité des socialistes et des anarchistes. Elle revient en force à la Belle Époque

- Un « monde ouvrier » (voir corrigé Monde politique et q. ouvr.)
- question religieuse
- question scolaire
- **La notion syndicale de représentativité s'est élaborée en réaction** contre le modèle de la **représentation politique liée à l'exercice du suffrage universel**. Une déception devant les faibles effets pratiques du suffrage universel pour résoudre la « question sociale », devant les limites des transformations sociales apportées par la IIIe République. Une critique de la démocratie électorale, **d'autant que l'anarcho-syndicalisme domine le syndicalisme**. La représentation ne peut être que trahison, le syndicalisme **n'est que** délégation et défense.
- les adversaires du « Léviathan démocratique » (P.Rosanvallon, *cf.* cours précédent)
- la thèse de J.-P.Machelon (la réduction des libertés publiques : la « démocratie illibérale » de P.Rosanvallon) :

Les républicains ne sont-ils pas en porte-à-faux vis-à-vis de leurs propres idées ? Sectarisme (*cf.* affaire des fiches) ; une République a-sociale, voire anti-sociale.

Il a été rappelé que l'une des grandes célébrités de la République est d'avoir établi le règne des libertés, mais ne peut-on pas la considérer comme ayant prospéré *contre* les libertés ? C'est du moins la thèse de J.-P.Machelon (*La République contre les libertés ?*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1976, 462 p., livre intéressant mais un peu excessif et injuste) qui considère que les libertés publiques ne sont pas garanties contre les abus possibles du législateur, car la tradition républicaine se méfie des juges, que le recrutement des magistrats est laissé à la quasi discrétion du pouvoir exécutif, et qu'il n'existe toujours pas en 1899 de droit de l'association.

Cet auteur ajoute les grands pouvoirs des préfets, le recours fréquent à la détention préventive et le régime d'exception frappant les congrégations. Il n'y a pas de statut des fonctionnaires, qui sont exclus du droit de grève et sont considérés comme les agents du gouvernement et non de l'État ; la loi d'exil de 1886 a frappé la famille royale, les "lois scélérates" de 1893 et 1894 les anarchistes et, pour faire bonne mesure, les socialistes.

Le propos n'est pas inutile à considérer, mais il ne le faut pas systématiser, d'autant que ces restrictions aux libertés touchent souvent des minorités : la IIIe République a été jusqu'à présent une "Athènes moderne". Le sera-t-elle toujours à la Belle Époque, après l'affaire Dreyfus ?

- la question de la représentation électorale de la société française ressurgit dans les années 1890, **avec même idée d'une représentation professionnelle à la CD** :
  - Léon Duguit, Charles Benoist (le + grand défenseur parlementaire de la RP), Alfred Fouillée
  - certains proposent deux moyens termes : soit un Sénat professionnel, soit une 3<sup>e</sup> assemblée, prof.

- question du « mètre électoral », *i.e.* du calcul de la représentation, avec l'aide de mathématiciens (!)
- **fondation 1893 de la Société pour l'étude de la Représentation proportionnelle**
- un député ouvrier, Christophe Thivrier, siège au Palais-Bourbon en blouse
- très violentes critiques anarchistes contre le suffrage univ. tel que pratiqué sous la IIIe Rép.
- **le débat existe d'ailleurs aussi dans plusieurs pays voisins**
- la formule de Marcel Sembat 1913

### III. LES AVATARS DES LIENS POLITIQUES ET SOCIAUX ENTRE 1914 ET 1958

- Conséquences démographiques de la Première Guerre mondiale : destructuration de la société, comme au Cambodge à la fin du XXe siècle
- la Première Guerre mondiale : **la guerre a ébranlé l'ensemble des valeurs sur** lesquelles reposait le modèle républicain, il est en crise
- la naissance du PCF. Mutation considérable, avec PCF, par rapport à l'avant-guerre : un parti révolutionnaire et subordonnant aux impératifs d'une révolution victorieuse en URSS les préoccupations propres de la politique française.
- la remise en cause politique de la IIIe République dans **l'entre-deux-guerres**, dont la remise en cause du lien social traditionnel par le Front populaire
- **la question du jacobinisme dans l'entre-deux-guerres** : revoir cours précédent
- les Auberges de Jeunesse et leur mythe
- le 6 février 1934 et la « gesticulation » des années 30, *cf.* Serge Berstein, "L'affrontement simulé des années 30", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1985, pp. 39-54
- **Vichy et l'Occupation**
- la Résistance
- le climat de la Libération
- la constitution de 1946, nouveau pacte républicain, avec un long préambule, qui amorce la notion de « bloc de constitutionnalité »
- la Sécurité sociale
- la loi de départementalisation de 1946, nouveau pacte républicain pour les habitants des DOM
- **l'œuvre culturelle de la IVe République**, *cf.* *Historiens et Géographes*, juillet-août 1997
- les faiblesses de la IVe République
- Queuille et la Corrèze (*cf.* sa biographie et celle de Chirac dans le dossier biographique)
- la question coloniale : **la guerre d'Indochine**
- le poujadisme
- La réapparition de la violence **avec la Guerre froide et la guerre d'Algérie**
- il y a 50 ans, la mise à mort de la IVe République et de Gaulle apparaît comme le « rassembleur »

### Conclusion

- Pendant longtemps, sens opératoire de « parti républicain » : mythe du rassemblement (*cf. Belle Époque*, p. 48)
- **L'idéal républicain ne s'est jamais limité à un simple mode d'organisation des institutions de l'État. Il inclut aussi toute une** conception du « vivre ensemble » fondée sur le principe

du bien commun et de l'intérêt général. L'idéal républicain a ainsi très vite intégré un certain nombre de valeurs qui sont résumées dans la trilogie de référence « liberté-égalité-fraternité », qualifiée en 1958 de « devise de la République ». Ces valeurs communes sont **placées d'abord sous le** signe de la liberté : une démocratie centrée dans les faits sur le citoyen, dont les devoirs ne sont pas nombreux et à qui la pratique a garanti que la dissolution — fort peu démocratique — ne serait plus prononcée.

□ la violence a cédé, mais le 6 février 1934 a rompu le « lien social » ! Mais les autres événements des années 30 ne sont-ils pas un « affrontement simulé » <sup>12</sup> ?

□ les pratiques coutumières, nombreuses sous la IIIe République, sont-elles démocratiques ? et la IVe République ne retombe-t-elle pas **dans l'ornière** ?

□ En 1958, de Gaulle affirme avoir restauré « la République, son nom, ses armes et ses lois », mais il va bien plutôt créer une nouvelle République, un nouveau parti, l'**UNR** (*Union pour la nouvelle République*) justement, et exalter à de nombreuses reprises — même en inaugurant le pont de Tancarville en 1959 — **l'union des Français**, le rassemblement, le lien social

---

<sup>12</sup> Cf. S. Berstein, "L'affrontement simulé des années 30", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1985, pp. 39-54.